28 MAI 1958
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 22 avril 1958, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les règles de procédure devant la commission chargée de statuer en matière de prime d'accident aéronautique", a donné le 25 avril 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e april 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de procedureregelen voor de commissie belast met de beoordeling in zake premie wegens luchtvaartongeval", heeft de 25e april 1958 het volgend advies gegeven :

L'article 6, § 3, de la loi du 15 avril 1958 instituant une prime spéciale d'accident aéronautique charge le Roi de fixer les règles de procédure à suivre devant la commission que le même article crée pour statuer sur l'existence des conditions requises pour l'octroi de la prime spéciale d'accident. L'objet du projet est d'organiser cette procédure. Comme l'avis est demandé d'urgence en application de l'article 45 de la loi du 23 décembre 1946, le Conseil d'Etat doit se contenter d'émettre quelques observations. Dans la perspective d'une meilleure organisation des juridictions administratives en Belgique, le projet appellerait une étude plus approfondie.

\+

\+ +

Par l'article 1er, § 1er, le Roi confie directement au chef du service du personnel de la force aérienne la mission de réunir toutes les informations susceptibles d'éclairer la commission. Par l'article 3, il le charge d'éventuels devoirs d'information complémentaire.

Comme les accidents visés par la loi du 15 avril 1958 ne sont pas seulement ceux qui arrivent à la force aérienne, mais également à l'aviation légère de la force terrestre et dans les unités des parachutistes, il serait certainement plus souple et plus pratique de laisser au Ministre le soin de désigner selon des circonstances les officiers qui seront chargés des enquêtes.

.../...

Suivant l'article 3, dernier alinéa, de la loi que le projet exécute, certains ayants droit doivent, "sous peine de déchéance ..., demander la prime d'accident par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre de la Défense nationale dans un délai de trois mois à partir du premier du mois qui suit celui au cours duquel le décès est survenu".

L'article 1er, § 2, du projet dispose notamment que, "lorsqu'une demande est adressée par lettre ordinaire, il (le chef du service du personnel de la force aérienne) la retourne à l'expéditeur avec prière de se conformer aux prescriptions légales".

Une telle disposition, dénuée de caractère normatif, devrait trouver place dans des instructions ministérielles. La maintenir dans le projet pourrait faire naître de délicats problèmes de responsabilité dans l'hypothèse où le département aurait renvoyé la lettre ordinaire avec un retard tel que le délai prévu par l'article 3 de la loi serait écoulé.

En disposant, au § 3 de l'article 1er, que le dossier doit être remis à la commission "au plus tard au cours du sixième mois qui suit celui au cours duquel l'accident s'est produit", l'article 1er du projet instaure, pour l'administration, un délai qui ne pourra pas toujours être respecté. En effet, si le militaire victime de l'accident décède pendant ce délai, avant que la commission ait pu rendre sa décision, il peut surgir des ayants droit qui ont trois mois pour introduire leur demande à compter du premier du mois qui

.../...

suit celui au cours duquel le décès est survenu. Dans cette hypothèse, le délai de six mois prévu par l'article 1er, § 3, pourrait être trop bref.

Dans les hypothèses prévues par l'article 5, on voit difficilement aussi comment ce délai de six mois pourrait toujours être respecté.

Il est dès lors préférable de ne pas prévoir, à l'article 1er, § 3, de délai pour la remise du dossier à la commission. Il appartiendra au Ministre de prescrire, dans ses instructions, la diligence la plus grande, en tenant compte notamment de l'article 3, dernier alinéa, de la loi, et des hypothèses prévues par l'article 5 du projet.

\+

\+ \+

En son article 2, le projet prévoit que "s'il n'existe aucun doute sur la qualité du ou des ayants droit et sur le droit à la prime, la commission statue sans convoquer les intéressés". Il y aurait lieu d'ajouter que si le militaire victime de l'accident décède avant que la commission ait pu rendre sa décision, la commission en possession du dossier surseoit à décider jusqu'à l'expiration du délai de trois mois prévu par l'article 3, dernier alinéa, de la loi, pour l'introduction des demandes de certains ayants droit.

.../...

Au même article 2, le projet requiert que "la commission invite les intéressés à comparaître en personne ou par fondé de pouvoir".

En faisant appel à la notion du "fondé de pouvoir", le projet entend nécessairement un porteur de procuration écrite. Comme il n'est pas d'usage d'exiger une telle pièce de la part des avocats, il y aurait lieu de prévoir également la comparution par avocat. Afin d'éliminer les agents d'affaires et les autres intermédiaires qui pourraient ne pas offrir les garanties souhaitables, il est préférable de prévoir, comme dans d'autres règlements de procédure, que le fondé de pouvoir doit être agréé par le président de la commission.

\+

\+ \+

Le projet ne fixe pas la manière de convoquer les intéressés à comparaître. Il semble que pour répondre pleinement à l'article 6, § 3, de la loi du 15 avril 1958, et pour éviter des difficultés, il faille prévoir que cette convocation aura lieu par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

\+

\+ \+

L'article 4 du projet ne prévoit que la notification de la décision au militaire victime de l'accident et aux ayants droit. Comme la loi prévoit, en son article 6, que le recours au Conseil d'Etat est ouvert aussi bien à l'Etat qu'aux intéressés, il est nécessaire de prescrire l'envoi de la décision au Ministre de la Défense nationale et de fixer un délai à cet effet.

\+

\+ \+

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, les articles 5 et 6 établissent une distinction entre les accidents graves et les accidents peu graves, les accidents graves étant ceux qui, normalement, auront des conséquences importantes sur la santé des victimes. Ce n'est qu'en cas d'accident grave que le Ministre devra saisir immédiatement la commission d'enquête concernant l'accident.

Il y aurait dès lors lieu de commencer l'article 5 par une disposition énonçant ce principe.

\+

\+ \+

En tenant compte des intentions du Gouvernement, et sous réserve de l'observation générale formulée au début de cet avis, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet de la manière suivante :

Arrêté royal fixant les règles de procédure devant la commission chargée de statuer en matière de prime d'accident aéronautique.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 avril 1958 instituant une prime spéciale d'accident aéronautique, notamment l'article 6, § 3;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dès que se produit un accident aérien ou un accident de parachutage, le Ministre de la Défense nationale fait procéder à une enquête par le ou les officiers qu'il désigne.

Ceux-ci recueillent tous les renseignements susceptibles d'éclairer la commission et établissent un rapport de leurs investigations.

.../...

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale saisit la commission par la transmission du dossier suivant le cas d'office ou ensuite de la demande des ayants droit visés à l'article 3, § 2, de la loi du 15 avril 1958.

Le dossier est adressé au président de la commission.

Article 3.-

§ 1er. Le président réunit la commission dans les trente jours qui suivent la réception du rapport.

§ 2. Si la victime décède avant que la commission ait pu prendre une décision, la commission ne statue qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois prenant cours le premier du mois qui suit celui dans lequel le décès est survenu.

§ 3. Si la commission estime qu'il n'existe aucun doute sur la qualité du ou des ayants droit et sur le droit à la prime, il lui est loisible de statuer sans entendre les intéressés.

Dans les autres cas, les intéressés sont invités, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, à comparaître ou, s'ils le préfèrent, à présenter leurs moyens par écrit; ils peuvent prendre connaissance du dossier aux jours et heures fixés, dans la lettre de convocation, par le président.

.../...

Les intéressés comparaissent en personne ou par fondé de pouvoirs. Tout fondé de pouvoirs autre qu'un avocat, doit être porteur d'une procuration écrite et être agréé par le président de la commission.

Les intéressés peuvent aussi se faire assister d'un conseil lors de leur comparution, dans les mêmes conditions.

La victime de l'accident peut, lorsque son état de santé le justifie, demander la remise de l'affaire jusqu'au moment où elle pourra comparaître en personne.

§ 4. Les déclarations des intéressés ainsi que le dépôt des mémoires et des pièces justificatives sont actés au procès-verbal de la séance; les mémoires et les pièces justificatives sont joints au dossier.

Article 4.-

La commission peut demander au Ministre de la Défense nationale un complément d'information sur les points qu'elle précise.

Le complément d'information est joint au dossier; la procédure est reprise et se poursuit comme il est dit à l'article 3, § 4.

.../...

Article 5.-

La commission statue par décision motivée.

La décision est envoyée, dans les huit jours de son prononcé, au Ministre de la Défense nationale. Copie de la décision est notifiée aux intéressés, dans les trente jours de son prononcé, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Si la décision conclut à la non-existence du droit à la prime, la notification aux intéressés reproduit le texte de l'article 6, § 4, alinéa 1er, de la loi du 15 avril 1958.

Article 6.-

§ 1er. Lorsque l'état de santé du militaire, victime de l'accident, laisse prévoir que celui-ci aura des suites graves au point de vue médical, le Ministre de la Défense nationale saisit la commission, sans attendre que le militaire soit contraint de quitter le service.

§ 2. Si, au moment où la commission se réunit, la procédure préalable au départ du service du militaire pour cause d'inaptitude physique est en cours, la commission décide si, hormis cette condition, toutes les autres conditions sont réunies pour que le droit à la prime puisse être reconnu.

La décision est notifiée à l'intéressé dans les formes prescrites à l'article 5.

.../...

Si le militaire est ultérieurement contraint de quitter le service, la commission statue définitivement sans remettre en cause sa décision antérieure.

§ 3. Si, au moment où la commission se réunit, l'intéressé est absent pour motif de santé et s'il produit un certificat médical suivant lequel il est improbable qu'il puisse continuer à servir à l'issue de l'absence pour motif de santé ou suivant lequel son état de santé est susceptible de s'aggraver, la commission procède comme il est dit au paragraphe 2.

§ 4. Dans les cas non visés aux paragraphes 2 et 3, la commission saisie par le Ministre se réserve de statuer ultérieurement. Le dossier est renvoyé au Ministre de la Défense nationale qui fait mention du renvoi du dossier dans le dossier personnel de l'intéressé. Si le militaire est, dans la suite, contraint de quitter le service pour cause d'inaptitude physique, la procédure prévue par le présent arrêté est reprise.

Article 7.-

Lorsque l'état de santé du militaire, victime de l'accident, ne laisse pas prévoir que celui-ci aura des suites graves au point de vue médical, le Ministre de la Défense nationale n'est pas tenu de saisir immédiatement la commission. La procédure prévue par le présent arrêté n'est poursuivie que si, par la suite, le militaire est contraint de quitter définitivement le service à cause de l'aggravation de son état.

.../...

Article 8.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Artikel 6, § 3, van de wet van 15 april 1958 houdende instelling van een bijzondere premie wegens luchtvaartongeval gelast de Koning met de vaststelling van de regelen inzake procedure voor de commissie, welke hetzelfde artikel instelt om uitspraak te doen over de vraag, of voldaan is aan de eisen opdat de bijzondere premie wegens luchtvaartongeval kan worden toegekend. Het ontwerp wil nu deze procedure vaststellen. Daar de Raad van State bij toepassing van artikel 45 van de wet van 23 december 1946 om spoedadvies is gevraagd, moet hij zich tot enkele opmerkingen beperken. In het verband van een betere organisatie der administratieve rechtscolleges in België zou een grondiger studie zijn aangewezen.

\+

\+ \+

In artikel 1, § 1, gelast de Koning de chef van de dienst van het personeel van de luchtmacht alle inlichtingen in te zamelen die de commissie kunnen voorlichten. In artikel 3, belast hij hen tevens met het verrichten van een eventueel bijkomend onderzoek.

Daar de wet van 15 april 1958 toepassing vindt niet alleen op ongevallen die de luchtmacht overkomen, maar ook op ongevallen die lichte vliegtuigen van de landmacht en parachutisten overkomen, ware een soepeler en praktischer regeling aangewezen : met name de Minister de zorg te laten om, naargelang van de omstandigheden, de met het onderzoek belaste officieren aan te wijzen.

.../...

Volgens artikel 3, laatste lid, van de wet in de uitvoering waarvan het ontwerp voorziet, moeten sommige rechthebbenden "op straffe van verval de premie wegens ongeval, bij een ter post aangetekende brief, bij de Minister van Landsverdediging aanvragen binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de eerste van de maand volgende op die waarin het overlijden heeft plaats gehad".

Artikel 1, § 2, van het ontwerp zegt onder meer : "Indien een aanvraag per gewone brief wordt ingediend, zendt hij (de chef van de dienst van het personeel van de luchtmacht) deze terug aan de verzender met verzoek zich naar de wettelijke voorschriften te schikken".

Een zodanig voorschrift, dat geen normatieve waarde heeft, hoort thuis in ministeriële onderrichtingen. Het behoud ervan in het ontwerp kan overigens tot moeilijke aansprakelijkheidsproblemen leiden ingeval het departement de gewone brief met zoveel vertraging mocht hebben teruggezonden, dat de termijn van artikel 3 van de wet zou zijn verstreken.

Waar artikel 1 in § 3 zegt, dat het dossier aan de commissie moet worden toegezonden uiterlijk in de loop van de zesde maand die volgt op die waarin het ongeval heeft plaats gehad, stelt het een termijn die de administratie niet altijd in acht zal kunnen nemen. Indien de militair die door het ongeval is getroffen, gedurende deze termijn overlijdt alvorens de commissie uitspraak heeft kunnen doen, kunnen rechthebbenden optreden, die daarvoor beschikken over

.../...

een termijn van drie maanden te rekenen van de eerste van de maand die volgt op die waarin de getroffene is overleden. In dit geval kan het gebeuren dat de in artikel 1, § 3, gestelde termijn van zes maanden te kort blijkt.

In de gevallen geboemd in artikel 5 is het niet duidelijk, hoe deze termijn van zes maanden altijd in acht zal kunnen worden genomen.

Het ware derhalve raadzaam in artikel 1, § 3, geen termijn te stellen voor de toezending van het dossier aan de commissie. Het is zaak van de Minister, in zijn onderrichtingen de grootste spoed op te leggen, daarbij rekening houdend met artikel 3, laatste lid, van de wet en met de gevallen bedoeld in artikel 5 van het ontwerp.

\+

\+ \+

In artikel 2 zegt het ontwerp : "Indien omtrent de hoedanigheid van de rechthebbende(n) en het recht op de premie geen twijfel bestaat, oordeelt de commissie zonder de belanghebbenden op te roepen". Hieraan zou mogten worden toegevoegd dat de commissie, indien de door het ongeval getroffen militair overlijdt vooraleer zij uitspraak heeft kunnen doen, en als ze eenmaal over het dossier beschikt, haar beslissing uitstelt tot het verstrijken van de termijn van drie maanden die artikel 3, laatste lid, van de wet stelt voor het indienen van een aanvraag door sommige rechthebbenden.

.../...

In hetzelfde artikel 2 zegt het ontwerp nog : "... nodigt de commissie belanghebbenden uit in eigen persoon of in de persoon van een gevolmachtigde te verschijnen ...".

Onder "gevolmachtigde" kan het ontwerp niets anders verstaan dan een houder van een schriftelijke volmacht; daar het niet gebruikelijk is van advocaten een dergelijk stuk te eisen, behoort het ontwerp ook de mogelijkheid van verschijning door advocaat te voorzien. Om zaakwaarnemers en andere bemiddelaars die wellicht niet alle gewenste waarborgen zouden bieden, uit te schakelen, ware het raadzaam, naar het voorbeeld van andere procedureverordeningen, voor te schrijven dat de volmachthouder door de voorzitter van de commissie moet worden erkend.

\+

\+ \+

Het ontwerp zegt niet op welke wijze de belanghebbenden zullen worden opgeroepen om te verschijnen. In de lijn van artikel 6, § 3, van de wet van 15 april 1958 en om alle moeilijkheden te voorkomen, ware het gewenst te eisen, deze oproeping door een ter post aangetekende brief met bericht van ontvangstmelding plaats te doen hebben.

\+

\+ \+

.../...

Volgens artikel 4 van het ontwerp wordt de beslissing enkel aan de door het ongeval getroffen militair en aan de rechthebbenden betekend. Daar de wet in artikel 6 bepaalt, dat beroep bij de Raad van State openstaat zowel voor de Staat als voor belanghebbenden, is het nodig voor te schrijven, dat de beslissing ook aan de Minister van Landsverdediging wordt medegedeeld en een termijn hiervoor te stellen.

\+

\+ +

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, maken de artikelen 5 en 6 een onderscheid naargelang het ongeval ernstig of minder ernstig is. Ernstige ongevallen zijn die welke normaal gewichtige gevolgen voor de gezondheid van de getroffenen zullen hebben. Alleen in geval van ernstig ongeval moet de Minister de zaak **onmiddellijk** bij de onderzoekscommissie aanhangig maken.

Artikel 5 zou moeten beginnen met een bepaling die dit beginsel tot uiting brengt.

\+

\+ +

Met inachtneming van de bedoelingen van de Regering en onvermindert de algemene opmerking die vooraan in dit advies is gemaakt, stelt de Raad van State voor, het ontwerp als volgt te lezen :

.../...

Koninklijk besluit tot vaststelling van de procedureregelen vóór de commissie gelast uitspraak te doen inzake premie wegens luchtvaartongeval.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 15 april 1958 houdende instelling van een bijzondere premie wegens luchtvaartongeval, inzonderheid op artikel 6, § 3;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Zodra zich een vlieg- of parachutageongeval heeft voorgedaan, geeft de Minister van Landsverdediging de door hem aangewezen officier of officieren opdracht een onderzoek in te stellen.

Deze verzamelen alle gegevens die de commissie kunnen voorlichten en brengen verslag uit over hun nasporingen.

.../...

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging maakt de zaak bij de commissie aanhangig door toezending van het dossier, hetzij ambtshalve, hetzij ingevolge het verzoek van de rechthebbenden bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 15 april 1958.

Het dossier wordt aan de voorzitter van de commissie toegezonden.

Artikel 3.-

§ 1. De voorzitter roept de commissie bijeen binnen dertig dagen na ontvangst van het verslag.

§ 2. Overlijdt de getroffene vooraleer de commissie een beslissing heeft kunnen nemen, dan doet de commissie eerst uitspraak na een termijn van vier maanden ingaande de eerste van de maand volgend op die waarin de getroffene is overleden.

§ 3. Oordeelt de commissie, dat geen twijfel bestaat over de hoedanigheid van de rechthebbenden of over het recht op de premie, dan kan zij uitspraak doen zonder de betrokkenen te horen.

.../...

In de andere gevallen worden de betrokkenen bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst, verzocht te verschijnen of, indien zij zulks verkiezen, hun middelen schriftelijk voor te dragen; zij kunnen van het dossier kennis nemen op de dagen en uren die de voorzitter in de oproepingsbrief bepaalt.

De betrokkenen verschijnen in persoon of door gevolmachtigde. Iedere gevolmachtigde die geen advocaat is, moet in het bezit zijn van een schriftelijke volmacht, en moet door de voorzitter van de commissie zijn toegelaten.

Onder dezelfde voorwaarden mogen de betrokkenen zich bij hun verschijning door een raadsman laten bijstaan.

Wanneer zijn gezondheidstoestand zulks wettigt, mag de getroffenen vragen dat de zaak wordt uitgesteld totdat hij zelf kan verschijnen.

§ 4. Van de verklaringen van de betrokkenen en van de neerlegging van de memories en de bewijsstukken wordt in het proces-verbaal van de zitting akte genomen; de memories en de bewijsstukken worden bij het dossier gevoegd.

.../...

Artikel 4.-

De commissie kan de Minister van Landsverdediging een aanvullend onderzoek vragen betreffende de door haar aangegeven punten.

Het aanvullend onderzoek wordt bij het dossier gevoegd ; de procedure wordt hervat en voortgezet zoals bepaald in artikel 3, § 4.

Artikel 5.-

De commissie doet uitspraak bij gemotiveerde beslissing.

Binnen acht dagen na de uitspraak, wordt de beslissing aan de Minister van Landsverdediging toegezonden. Binnen dertig dagen na de uitspraak wordt, bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst, een afschrift van de beslissing ter kennis van de betrokkene gebracht.

Concludeert de beslissing dat er geen recht op premie is, dan wordt de tekst van artikel 6, § 4, eerste lid, van de wet van 15 april 1958 in de kennisgeving aan betrokkenen vermeld.

Artikel 6.-

§ 1. Kan uit de gezondheidstoestand van de getroffen militair worden opgemaakt, dat het ongeval uit een geneeskundig oogpunt ernstige gevolgen zal hebben, dan maakt de Minister van Landsverdediging de zaak bij de commissie aanhangig zonder te wachten tot de militair gedwongen wordt de dienst te verlaten.

.../...

§ 2. Indien de procedure die aan het vertrek van de militair uit de dienst wegens lichaamsongeschiktheid voorafgaat, reeds aan de gang is op het tijdstip dat de commissie vergadert, beslist deze of, afgezien van deze voorwaarde, is voldaan aan alle andere voorwaarden opdat het recht op premie kan worden erkend.

Van de beslissing wordt, volgens de in artikel 5 voorgeschreven vormen, aan de betrokkene kennis gegeven.

Zo de militair nadien verplicht wordt de dienst te verlaten, doet de commissie definitief uitspraak zonder haar vroegere beslissing opnieuw aan de orde te stellen.

§ 3. Indien de betrokkene op het tijdstip waarop de commissie vergadert om gezondheidsredenen afwezig is en een geneeskundig attest overlegt waaruit blijkt dat het onwaarschijnlijk is dat hij op het einde van de afwezigheid om gezondheidsredenen verder zal kunnen dienen of waaruit blijkt dat zijn gezondheidstoestand kan verergeren, handelt de commissie zoals bepaald in paragraaf 2.

§ 4. In de gevallen die niet in de paragrafen 2 en 3 zijn bedoeld, behoudt de commissie waarbij de Minister de zaak aanhangig heeft gemaakt, zich het recht voor, later uitspraak te doen. Het dossier wordt teruggezonden aan de Minister van Landsverdediging die hiervan melding maakt in het

.../...

persoonlijk dossier van de betrokkene. Is de militair nadien gedwongen de dienst wegens lichaamsongeschiktheid te verlaten, dan wordt de door dit besluit geregelde procedure hervat.

Artikel 7.-

Kan uit de gezondheidstoestand van de getroffen militair niet worden opgemaakt, dat het ongeval uit een geneeskundig oogpunt ernstige gevolgen zal hebben, dan is de Minister van Landsverdediging niet verplicht de zaak onmiddellijk bij de commissie aanhangig te maken. De door dit besluit geregelde procedure wordt alleen gevolgd indien de militair nadien wegens de verergering van zijn toestand verplicht wordt de dienst voorgoed te verlaten.

Artikel 8.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	L.MOUREAU, G.HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
Madame : Mevrouw :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entra la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.). F.LEPAGE.